



## **Le Classement mondial de la liberté de la presse de RSF au plus bas depuis sa création il y a 25 ans**

**Genève/Zurich, le 30 avril 2026 – Pour la première fois dans l’histoire du Classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières (RSF), plus de la moitié des pays du monde sont en situation « difficile » ou « très grave ». En 25 ans, le score moyen de l’ensemble des pays étudiés n’a jamais été aussi bas. Le développement d’un arsenal législatif de plus en plus restrictif, notamment lié aux politiques de sécurité nationale, vient, depuis 2001, éroder le droit à l’information, jusque dans les démocraties. L’indicateur légal est celui qui baisse le plus cette année, signe d’une criminalisation croissante du journalisme. Et les Amériques connaissent une évolution significative, les États-Unis perdant sept places tandis que plusieurs pays d’Amérique latine plongent dans la spirale de la violence et de la répression.**

### **Les cinq informations clés du Classement mondial 2026 :**

1. Le score moyen de l’ensemble des pays du monde n’a jamais été aussi bas. Pour la première fois en 25 ans d’existence du classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières, plus de la moitié des pays du monde sont en situation « difficile » ou « grave » pour la première fois dans l’histoire du classement – soit depuis 25 ans.
2. Parmi les cinq indicateurs qui permettent de mesurer l’état de la liberté de la presse dans le monde (économique, légal, sécuritaire, politique, social), celui du cadre légal est celui qui baisse le plus cette année.
3. Les États-Unis (64<sup>e</sup>) perdent sept places supplémentaires par rapport à l’année dernière et occupent désormais la 64<sup>e</sup> place - le pays n’a jamais été aussi mal classé. Les États-Unis s’inscrivent ainsi dans une tendance inquiétante en Amérique du Nord, en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Des pays comme l’Équateur ou le Pérou plongent.
4. La Norvège est, pour la dixième année consécutive, en tête du classement. L’Érythrée en revanche, est en fin de classement depuis trois ans.
5. C’est la Syrie qui a réalisé la progression la plus remarquable par rapport à l’année dernière, gagnant 36 places pour se hisser à la 141<sup>e</sup> place. Le pays figure ainsi toujours parmi ceux où la situation de la liberté de la presse est jugée « très difficile », mais il se porte désormais nettement mieux qu’à l’époque du dirigeant de longue date Bachar al-Assad.

## Le score moyen le plus bas depuis un quart de siècle

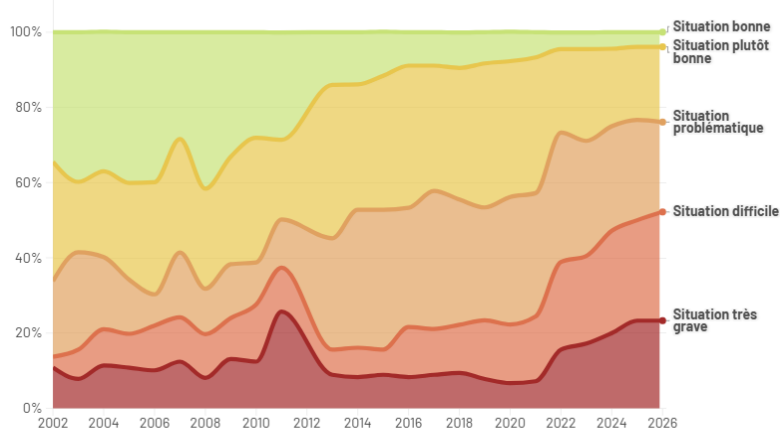
Depuis que RSF a publié pour la première fois son [Classement mondial de la liberté de la presse](#) il y a 25 ans, la liberté de la presse n'a cessé de reculer, progressivement et de manière continue, à l'échelle mondiale. Ce recul est également visible sur la carte de RSF, qui illustre graphiquement l'état de la liberté de la presse : elle devient chaque année un peu plus rouge. Des professionnels des médias continuent d'être tués ou emprisonnés simplement parce qu'ils faisaient leur travail. Mais les tactiques et les stratégies visant à saper la liberté de la presse n'ont cessé d'évoluer. Le journalisme est littéralement étouffé par un discours politique hostile à l'égard des professionnels des médias, affaibli par une situation économique fragile et soumis à une pression accrue par des lois utilisées comme une arme contre la presse.

### Liberté de la presse : une situation difficile ou très grave dans plus de la moitié des pays du monde

En 2026

■ Situation très grave ■ Situation difficile ■ Situation problématique ■ Situation plutôt bonne ■ Situation bonne

Nombre de pays



Source: Reporters sans frontières (RSF) - Données issues du classement annuel de la liberté de la presse dans le monde de Reporters sans frontières. Refontes méthodologiques en 2012, 2013 et 2022.



Pour la première fois en un quart de siècle :

- le score moyen global de l'ensemble des pays étudiés n'a jamais été aussi bas ;
- plus de la moitié des pays du monde (52,2 %) sont en situation « difficile » ou « très grave » alors qu'ils n'étaient qu'une infime minorité (13,7 %) en 2002 ;
- en 2002, 20 % de la population mondiale vivait dans un pays où la situation de la presse était perçue comme « bonne ». Vingt-cinq ans plus tard, moins de 1 % de la population mondiale bénéficie de cette bonne situation.

## Guerres et restrictions de l'accès à l'information

Dans certains pays, ce recul s'explique par l'éruption régulière de conflits armés, comme en **Irak** (162e ; -7), au **Soudan** (161e ; -5), ou au **Yémen** (164 ; -10). Les guerres en cours ont évidemment eu une incidence sur le travail des journalistes au cours des douze derniers mois, comme celle en **Palestine** (156e) où le gouvernement israélien de de Benyamin Netanyahu (116e ; - 4) continue de mener une guerre et d'être militairement actif. Israël recule donc de quatre places supplémentaires dans le classement et occupe désormais la 116e place en 2026. Depuis octobre 2023, plus de 220 professionnels des médias ont été tués par l'armée israélienne rien que dans la bande de Gaza, dont 70 dans l'exercice de leurs fonctions.

On observe également un recul pour les mêmes raisons au **Soudan** (161 ; -5) et au **Soudan du Sud** (118e ; -9).

Pour d'autres, la situation demeure tristement immuable en raison de régimes dictatoriaux, ce qui fait que ces pays se trouvent toujours en bas du classement. C'est le cas de la **Chine** (178e), de la **Corée du Nord** (179e) ou encore de l'**Érythrée** (180e). En Érythrée, par exemple, le journaliste Dawit Isaak est détenu depuis maintenant 25 ans sans procès.

L'**Europe de l'Est** (en raison de la guerre en **Ukraine**) et le **Moyen-Orient** (en raison des guerres à **Gaza**, au **Liban** et en **Iran**) restent, comme depuis un quart de siècle, les deux régions les plus dangereuses pour les journalistes. En témoigne le classement de la **Russie** (172e) de Vladimir Poutine qui poursuit sa guerre d'agression contre l'Ukraine et stagne parmi les pires pays pour la liberté de la presse. L'**Iran** (177e ; - 1), entre la répression du régime et la guerre menée par les États-Unis et Israël sur son sol, se trouve toujours dans les tréfonds du classement.

Des États ont vu leur espace informationnel rétrécir au cours de ces 25 ans, sous l'effet de changements ou de durcissements de régimes politiques. C'est le cas du territoire de **Hong Kong** (140e) depuis la prise de contrôle du pouvoir central chinois (- 122 places). Cette situation s'explique principalement par le contrôle de plus en plus strict exercé par la Chine sur ce territoire. Le **Salvador** (143e ; -8) a lui aussi perdu 105 places depuis 2014, date du début de la guerre contre les gangs, les « maras ». La **Géorgie** (135<sup>e</sup> ; -21), a également perdu 75 places depuis 2021 et se classe désormais à la 135e place, principalement en raison de la forte intensification, ces dernières années, de la répression et de la lutte contre la presse indépendante dans le pays.

C'est au **Niger** (120e) que l'on observe la plus forte baisse de la liberté de la presse dans le classement de 2026 : le pays a perdu 37 places par rapport à l'année précédente. Cette évolution négative souligne le recul de la liberté de la presse dans l'ensemble de la région du Sahel ces dernières années. Cette situation s'explique par le nombre croissant d'attaques perpétrées par des groupes armés et les juntes militaires au pouvoir, qui répriment fortement le droit à une information diversifiée et indépendante.

Au Moyen-Orient, l'**Arabie Saoudite** (176e ; -14) paie le prix des violences répétées du pouvoir contre les journalistes en 2025. Parmi celles-ci figure en particulier un fait unique dans le monde : l'exécution de Turki al-Jasser le 14 juin 2025. *A contrario*, la chute du régime dictatorial de Bachar al-Assad en décembre 2025, propulse la **Syrie** en transition politique de la 177e à la 141e place, après des années dans le top dix des pires pays du monde pour la presse.

### La criminalisation du journalisme à son pic

L'indicateur légal du Classement mondial de la liberté de la presse a enregistré la plus forte baisse. Ce **score s'est dégradé dans plus de 60 % des pays**, soit dans 110 États sur 180 entre 2025 et 2026. C'est par exemple le cas de l'**Inde** (157e ; -6), de l'**Égypte** (169e ; +1), d'**Israël** (116e ; -4) ou encore de la **Géorgie** (135e ; -21). La criminalisation du journalisme, fondé sur le contournement du droit de la presse et le dévoiement de lois d'exception ou de droit commun, s'avère un phénomène mondial.

Vingt-cinq ans après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, l'extension du domaine du secret-défense et de la sécurité nationale est devenu un moyen pour interdire la couverture de sujets d'intérêt général dans de nombreux pays. Cette tendance, notable dans les régimes autoritaires, s'est largement développée dans les démocraties et s'accompagne d'un usage abusif de lois contre les journalistes, au nom de la lutte contre le terrorisme.

Parmi les régimes fermés à la presse, la **Russie** (172e) de Vladimir Poutine est devenue spécialiste de l'usage des lois contre le terrorisme, le séparatisme ou l'extrémisme afin de restreindre la liberté de la presse. En avril 2026, 48 journalistes y sont détenus, et celles et ceux qui veulent continuer leur travail ont été contraints à l'exil. Mais même en exil, ils ne sont pas

à l'abri de poursuites judiciaires de leur pays d'origine, car celles-ci [dépassent](#) les frontières russes.

Cette technique d'instrumentalisation des mesures de sécurité nationale se retrouve ailleurs, notamment au **Bélarus** (165e ; +1) voisin, en **Birmanie** (166e ; +3), au **Nicaragua** (168e ; +4) ou encore en **Égypte** (169e ; +1). Dans la région des Grands Lacs africains (Rwanda, Burundi, Ouganda, République démocratique du Congo, Tanzanie et Kenya), Sandra Muhoza était la seule femme journaliste encore détenue, en avril 2026, [poursuivie](#) au **Burundi** (119e) notamment pour « atteinte à l'intégrité du territoire national », charge régulièrement utilisée dans cette région du monde. Heureusement, Sandra Muhoza a été libérée le 13 avril dernier. Quatre journalistes sont enfermés depuis trois ans en **Éthiopie** (148e) - pays où siège l'Union africaine - poursuivis pour des accusations de terrorisme.

Au sein des pays démocratiques, l'état législatif a tendance aussi à se refermer sur la presse. Au **Japon** (62e ; +4), le maintien des lois sur le secret d'État fragilisent le travail des journalistes, compte tenu de l'absence de protections adéquates pour la confidentialité des sources et l'indépendance éditoriale. Aux **Philippines** (114e ; +2), démocratie sur le papier, les accusations de terrorisme ont servi de prétexte pour réduire au silence des reporters indépendants parmi lesquels la journaliste [Frenchie Mae Cumpio](#), condamnée malgré l'absence de preuve, comme l'a [révélé](#) une enquête de RSF. À **Hong Kong** (140e), une loi draconienne sur la sécurité nationale a permis au pouvoir d'incarcérer Jimmy Lai, récemment [condamné](#) à 20 ans de prison – la peine la plus lourde jamais infligée à un journaliste dans le territoire.

En **Turquie** (163e ; -4), la manœuvre va même au-delà de la [législation sur le terrorisme](#) qui y est aussi utilisée. Au pays de Recep Tayyip Erdogan, ce sont les accusations telles que la « désinformation », [l'insulte envers le président](#) ou encore le « dénigrement des institutions de l'État » qui sont régulièrement instrumentalisées pour réprimer le journalisme et pour emprisonner les professionnels de l'information.

En Afrique du Nord, **la Tunisie** (137e ; -8) n'échappe pas à cette tendance mondiale de « *lawfare* », de guerre juridique. Alors que le [décret-loi 54](#) sur « les fausses informations » est un véritable outil de [criminalisation](#) du journalisme critique, les [suspensions](#) de médias et les poursuites judiciaires à répétition traduisent une [instrumentalisation](#) croissante de la justice contre les professionnels de l'information.

### Pressions sur les médias publics et procédures-bâillons

La dégradation de l'indicateur légal s'explique aussi par l'usage abusif des législations en vigueur pour poursuivre les journalistes devant la justice, avec l'intensification des **procédures-bâillons**, que ce soit en **Bulgarie** (71e ; -1) ou encore au **Guatemala** (128e ; +10), avec le cas emblématique de José Rubén Zamora. En **Indonésie** (129e ; -2), à **Singapour** (123e) et en **Thaïlande** (92e ; -7), les élites politiques ou économiques exploitent également un cadre juridique offrant une protection insuffisante à la presse. Ces entraves juridiques se retrouvent aussi dans des pays relativement bien classés comme la **France** (25e).

Et face à l'ensemble des risques multiformes encourus par les journalistes, que ce soit sur le plan sécuritaire ou légal, les politiques publiques s'avèrent incapable de proposer une solution **structurelle**. Dans plus de 80 % des pays analysés, les mécanismes de protection sont perçus comme inexistantes ou inefficaces. Et alors que le règlement européen sur la liberté des médias (EMFA) garantit l'indépendance et la soutenabilité des médias, notamment de services publics, dans l'Union européenne, il est régulièrement [bafoué](#) par des initiatives législatives nationales, comme ce fut le cas en **Hongrie** (74e ; -6) sous le gouvernement sortant de Viktor Orbán, mais aussi dans les pays mieux classés comme la **Slovaquie** (37e ; +1), la **Lituanie** (15e ; -1) et la **Tchéquie** (11e ; -1).

## L'Amérique du Nord, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud sont confrontées à la violence politique et à des problèmes de sécurité

Depuis 2022, la baisse dans le classement des 28 pays américains (- 14 points) est similaire à celle observée dans les deux zones les plus dangereuses au monde pour les journalistes : les régions **Europe de l'Est - Asie Centrale (EEAC)** et **Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA)**. Malgré quelques remontées ces dernières années comme celle du **Brésil** (52e ; +11), l'histoire récente de la liberté de la presse sur le continent s'inscrit dans deux tendances : la montée des violences commises par des acteurs du crime organisé et celles émanant des forces politiques.

Le président des **États-Unis** (64e ; -7), [Donald Trump](#) a fait de l'attaque régulière contre la presse et les journalistes une pratique systématique, reléguant le pays à la 64e place (- 7) cette année. La détention du journaliste salvadorien, [Mario Guevara](#), suivie de son expulsion, participe à l'aggravation du contexte sécuritaire déjà marqué par les [répressions policières violentes](#). La [réduction drastique](#) des effectifs de l'audiovisuel extérieur américain (USAGM) a par ailleurs eu des effets à l'international avec la disparition, la suspension ou la réduction des équipes de médias comme *Voice of America* (VOA), *Radio Free Europe/Radio Liberty* (RFE/RL) ou encore *Radio Free Asia* (RFA) dans des pays où ils étaient parfois les dernières sources d'information fiable.

Le président argentin Javier Milei ou le président salvadorien Nayib Bukele – les plus fervents partisans de Donald Trump en Amérique latine – se sont inspirés de la Maison Blanche dans leur rapport aux médias, avec des résultats, comme on pouvait s'y attendre, similaires. L'**Argentine** (98e ; - 11) et le **Salvador** (143e ; - 8) ont enregistré un recul significatif, lié à la dégradation, entre autres, des indicateurs politiques et sociaux, marquant une montée de l'hostilité et des pressions gouvernementales envers la presse ainsi que d'une pression générale de plus en plus forte exercée sur celle-ci.

### L'Amérique latine plonge

Dans les pays où des gangs du crime organisé ont tué des professionnels des médias au cours de l'année écoulée, on constate un net recul de la liberté de la presse. C'est le cas de l'**Équateur** (125e), qui perd 31 places à la suite des assassinats de [Darwin Baque](#) et de [Patricio Aguilar](#). Le **Pérou** (144e ; - 14) a aussi été marqué par le meurtre de quatre journalistes en 2025 ayant entraîné le recul de 14 places. Le **Venezuela** ( 159 ; +1) reste plongé dans une forte incertitude quant aux garanties de la liberté de la presse, malgré la [libération](#) de journalistes détenus en début d'année 2026. **Cuba** (+5, désormais 160e) traverse une [crise](#) profonde qui contraint toujours les rares journalistes indépendants à opérer de plus en plus dans la clandestinité. Quant au **Nicaragua** (+4, désormais 168e), le paysage médiatique y est [en ruines](#), caractérisé par une répression systématique et un effondrement durable des conditions d'exercice de la profession.

## Méthodologie

Retrouvez l'intégralité de la [méthodologie détaillée du Classement mondial de la liberté de la presse 2026 | RSF](#)

Comme pour tous les classements, RSF met à jour sa méthodologie pour rester en phase avec son temps. Ces améliorations sont conduites en lien avec un comité d'experts composé d'académiciens et chercheurs de renommée internationale.

Pour cette édition : l'analyse comparative des classements sur 25 ans entre 2002 et 2026 traverse plusieurs périodes. La méthodologie et les seuils à partir desquels un pays est considéré en situation «bonne», «plutôt bonne», «problématique», «difficile» ou «très grave» ont évolué, d'abord fréquemment, puis deux fois : en 2013 et en 2022, années marquées par des refontes majeures. Afin de pouvoir comparer les années pré-refonte de 2013 avec aujourd'hui, nous avons homogénéisé les seuils entre 2002 et 2022. Entre ces deux années, les scores étaient inversés : 0 signifiait une bonne situation, 100 une mauvaise. Afin d'être comparés et projetés sur un axe commun aux classements post 2022, ils ont été remis sur une échelle croissante où 100 est considéré comme la plus haute valeur.

La refonte méthodologique de 2022 a permis de clarifier le classement avec des scores plus lisibles et plus détaillés en ajoutant les cinq indicateurs (politique, légal, économique, socio-culturel et sécuritaire) qui permettent d'affiner des différentes formes que peuvent prendre les menaces contre la liberté de la presse dans le monde.